

QUATRIEME PARTIE

LE COMMUNISME DES CONSEILS PENDANT ET APRES LA GUERRE (1939 - 1950)

CHAPITRE X

**DISPARITION ET RENAISSANCE DU
COMMUNISME DES CONSEILS**

**DU MARX-LENIN-LUXEMBURG FRONT
AU COMMUNISTENBOND
“ SPARTACUS ” (1939-1942)**

LES CONSEILLISTES HOLLANDAIS ET LA GUERRE

Jugée inévitable par les communistes de conseil la guerre éclatait en septembre 1939. Il fallut pourtant deux mois pour que la Gauche hollandaise publiât de nouveau sa revue théorique *Radencommunisme*, alors que cessait de paraître en juin let la revue d'agitation *Proletenstemmen*. L'atmosphère de guerre qui devenait plus pesante aux Pays-Bas - qui restait neutre dans le conflit semblait paralyser d'autant plus les communistes de conseil que leur organisation restait très lâche et absolument impréparée à un travail clandestin en cas de passage dans l'illégalité.

Néanmoins, la revue du G.I.C., dans son n° 1 de novembre 1939, restait ferme sur ses principes internationalistes. Analysant les causes de la guerre (1) elle refusait de faire une distinction de nature entre le camp " démocratique " et le camp " fasciste ". C'est pourquoi, reprenant l'analyse des internationalistes pendant la première guerre mondiale (bolcheviks, tribunistes, spartakistes, etc.), elle concluait :

" ... c'est le capitalisme mondial, comme système économique, qui est responsable de cette guerre, et non tel ou tel pays particulier.¹

Raden-communisme montrait que le déclenchement de la guerre par l'Allemagne avait été rendu possible " par la concentration de tous les capitaux dans les mains de l'État " et " par une exploitation accrue de la classe ouvrière " allemande. Ce phénomène était identique dans le camp " démocratique ", puisque " l'Angleterre dans un court laps de temps édifiait sa propre organisation capitaliste totalitaire ".

En ce qui touchait l'évolution des opérations militaires, le GIC jugeait " invraisemblable " que les Pays-Bas - tout comme d'ailleurs la Belgique et la Scandinavie - restassent " neutres "; sans se prononcer explicitement, il laissait entendre que la Hollande pouvait être occupée aussi bien par le camp franco-anglais que par l'Allemagne. De toute manière, " d'ici quelques années, la carte du monde serait totalement modifiée " par le conflit. Ne pronostiquant pas la victoire de l'un des deux camps, il soulignait que la paix, comme celle de Versailles, serait dévastatrice.

Tout aussi prudente était la perspective tracée par les communistes internationaux à l'issue de la guerre. L'activité révolutionnaire du prolétariat, comme en 1917, à l'issue du conflit était moins une hypothèse qu'un "facteur incalculable" :

" Mais il est sûr qu'après quelques années de guerre une nouvelle, formidable force sociale entravera les plans guerriers des capitalistes, mais nous ne savons pas quelle en sera l'ampleur ni la profondeur de ses effets. "1

Comme tous les internationalistes de l'époque, cependant, le GIC pensait qu'un mouvement révolutionnaire ne pourrait surgir qu'en Allemagne. La disparition du "vieux mouvement ouvrier" laisserait la place aux mouvements de masses. Ceux-ci seraient en quelque sorte la répétition d'un 1918 allemand qui cette fois serait porteur de la victoire internationale du prolétariat.

Face à la guerre et à la menace d'extension des opérations militaires sur le territoire hollandais, les communistes de conseils semblaient hésitants à mener leur propagande révolutionnaire antiguerre. Il est vrai qu'ils ne tenaient pas à pratiquer une politique frontiste avec le RSAP de Sneevliet qui au début de l'année 1940 proposa de former un Front Anti-Guerre ("*Nederlands Anti Oorlogs Front*") regroupant syndicalistes, anarchistes et trotskystes pour des actions communes .² Ils refusèrent de s'intégrer dans ce Front.

Jusqu'à l'invasion de la Hollande le 10 mai 1940, l'agitation contre la guerre fut le fait de quelques groupes locaux du courant "conseilliste". C'est ainsi que le groupe de s'Gravenhage (La Haye) sortit régulièrement un bulletin au titre significatif : *Soldatenbrieven* ("Lettres de soldats") au contenu résolument antimilitariste. S'adressant aux soldats et aux ouvriers le bulletin d'octobre 1939 dénonçait toute forme de patriotisme :

" Nous, ouvriers de tous les pays, nous voulons vivre et lutter contre notre ennemi dans notre propre pays, contre le capitalisme néerlandais. "3

Le bulletin, diffusé dans quelques casernes, appelait les soldats à n'adhérer à aucun des deux camps : celui

du “ capital privé ” (France, Angleterre, Pays-Bas) et celui du “ capitalisme d’État ” (Russie, Allemagne, Italie). Conscients que la Hollande vivait une paix précaire et que l’extension du conflit la transformerait en “ ruines fumantes ”, les militants titraient en novembre, sur un ton triomphant : “ La guerre est commencée, la révolution arrive ! ”. Ils appelaient le prolétariat de tous les pays à lutter contre toutes “ les institutions parasitaires : État, Eglise, Parti ou Syndicat ”.⁴

Le premier mai 1940, quelques jours avant l’invasion-surprise de l’armée allemande, le gouvernement De Geer dans lequel participaient des ministres socialistes (SDAP) interdisait toute manifestation; l’état de siège était bientôt proclamé dans la très démocratique Hollande. L’application de l’article 33 d’une loi de 1848 permettait l’internement arbitraire. Celui-ci frappa au départ certains membres des partis communiste et nazi hollandais. Quelques jours après, l’invasion se traduisait par l’occupation de tout le pays. Bientôt Seyss-Inquart, nommé par Hitler, prenait la direction de l’administration. La Gestapo s’installait avec une liste de militants à arrêter, dont Sneevliet.

PANNEKOEK ET LES NOUVELLES PERSPECTIVES

Pendant plusieurs années, jusqu’en 1944, les militants du mouvement communiste des conseils allaient rester silencieux. C’est seulement à titre individuel qu’ils intervinrent dans la Grève de Février (1941). Beaucoup d’entre eux, il est vrai, étaient recherchés par la Gestapo. Avant la guerre, le gouvernement nazi avait réclamé l’extradition de Jan Appel. Ce dernier dut rester caché pendant toute la guerre à Amsterdam. D’autres militants, en tant que juifs, risquaient à chaque instant l’arrestation et en conséquence la mort, tel B.A. Sijes.

Pannekoek, de son côté, réussit à ne pas être inquiété pendant l’occupation. S’étant officiellement retiré de la vie politique en 1921, il était devenu un astronome de réputation internationale exerçant comme professeur et chercheur à l’Institut d’astronomie de l’université d’Amsterdam. Dès 1941 il commençait à rédiger les premiers chapitres du livre qui sera publié en 1946 sous le titre Les Conseils ouvriers.⁶ Ces

chapitres montraient que Pannekoek ne cédaient pas au découragement et restait un adversaire inébranlable de la société capitaliste :

“ Combattre l’ennemi, connaître ses ressources, ses forces et ses faiblesses, c’est ce que requiert toute lutte. C’est la condition primordiale, la seule, qui nous permette d’éviter le découragement lorsque nous mesurons les forces de l’ennemi, et toute illusion, lorsque nous avons remporté un succès partiel. ”⁷

Comme beaucoup de révolutionnaires de l’époque - particulièrement la Gauche italienne⁸ - Pannekoek était convaincu que la défaite de l’Allemagne était inévitable :

“ L’objectif de la dictature national-socialiste, la conquête et la domination du monde, rend probable la fait qu’elle sera détruite au cours de la guerre même qu’elle a déclenchée dans ce but... ”⁹

Cependant, à la différence des autres groupes révolutionnaires en France, Italie, et du MLL-Front, Pannekoek ne pensait pas qu’une révolution sortirait de la défaite allemande. Il estimait que l’histoire ne pouvait se répéter et que les forces alliées feraient tout pour empêcher une nouvelle Révolution de Novembre 1918 :

“ ... contrairement au précédent historique de l’Allemagne de 1918, le pouvoir politique ne tombera pas automatiquement aux mains de la classe ouvrière. Les puissances victorieuses ne le permettront pas : toutes leurs forces serviront à la répression, si besoin est. ”¹⁰

La défaite militaire du national-socialisme laisserait la place nette pour la domination du capital américain sur l’Europe :

“ Les armées alliées libéreront l’Europe pour permettre son exploitation par le capitalisme américain. ”¹¹

En fait, pour le théoricien du mouvement communiste des conseils, c’est aux USA que se jouerait le sort de la révolution mondiale, et non en Europe “ dévastée, en proie au chaos et à la misère, son appareil productif, adapté aux fournitures de guerre, complètement usé; son sol et ses habitants épuisés ... ”

“ La classe ouvrière américaine devra engager contre le capitalisme mondial la guerre la plus difficile. Cette guerre sera le combat décisif pour sa libération et pour celle du monde entier. ”¹²

Cependant Pannekoek était loin de sous-estimer les conditions subjectives de la révolution aux USA, et en particulier le facteur conscience de classe :

“ La principale faiblesse de la classe ouvrière américaine, c’est sa mentalité bourgeoise, sa soumission totale aux idées bourgeoises, à la magie de la Démocratie. Les travailleurs ne seront capables de se débarrasser du capitalisme que le jour où leur esprit accédera à une conscience de classe plus approfondie, le jour où ils se regrouperont dans une unité de classe plus forte et où ils élargiront leur vision à une culture de classe jamais atteinte encore dans le monde. ”¹³

Concernant les potentialités du prolétariat russe au lendemain de la guerre, il restait sceptique. Dans un chapitre de son livre écrit en 1944, il constatait que le capitalisme d’État russe avait engendré “ des camps d’extermination par le travail forcé où des millions de victimes s’entassaient dans les plaines et les déserts glacés de Sibérie ”.¹⁴ Il estimait que l’impulsion révolutionnaire donnée aux travailleurs russes viendrait d’Europe centrale, à condition que les ouvriers de cette zone “ connaissent un profond changement dans leur mode de pensée et dans leur détermination ” et surtout puissent “ faire face à la formidable puissance matérielle du capitalisme mondial victorieux ” autant qu’aux “ forces spirituelles ” du bolchevisme et du nationalisme.¹⁵

C’est pourtant vers l’Asie, et particulièrement le Japon et la Chine, que Pannekoek concentrait son attention. Il était convaincu que la fin de la guerre marquerait dans ces pays “ l’aube d’une ère nouvelle ”.¹⁶ Il était inévitable “ que la classe dominante japonaise succombe ” face aux “ ressources industrielles colossales de l’Amérique ”. Cette défaite se traduirait par une exploitation des ouvriers japonais “ sous des formes plus modernes ” avec la disparition “ des formes féodales d’oppression ”.¹⁷ Ainsi l’instauration d’un capitalisme plus “ moderne ” permettrait au prolétariat de l’empire du Soleil Levant de rejoindre les rangs du prolétariat mondial :

“ ...Les travailleurs japonais, tout comme leurs camarades de classe américains et européens, seront capables de participer à la lutte générale pour la liberté. ”¹⁸

Pannekoek n'excluait cependant pas qu'à la suite de la défaite du Japon, “ avec l'effondrement du pouvoir répressif une révolution des paysans et des ouvriers éclate ”. Ce pronostic sur un “ Novembre 1918 ” oriental allait se révéler dénué de tout fondement.

C'est la même fascination pour l'Orient, en quelque sorte régénérateur du “ vieux mouvement ouvrier ” que l'on constate dans le chapitre consacré à “ la montée de la Chine ”.¹⁹ Non que Pannekoek se prît d'engouement pour le mouvement nationaliste de Mao : les partisans de ce dernier “ sous le couvert d'idées et de mots d'ordre communistes... étaient les héros et les champions du développement du capitalisme en Chine ”.²⁰ En effet, ce n'était plus “ l'étiquette sous laquelle se présente un mode de pensée ou d'action qui en détermine le contenu réel mais son caractère de classe ”. Malgré l'étiquette “ communiste ”, le PC chinois restait une organisation bourgeoise, au même titre que le Kuo-min-tang de Tchang Kai-Chek.

Cependant, loin de montrer - analyse théorique fréquente à l'époque ²¹ - qu'un développement du capitalisme était impossible dans les zones arriérées du monde dans la décadence du système, Pannekoek estimait possible une révolution bourgeoise chinoise. Sans qu'il se prononçât sur qui l'emporterait - de Mao ou de Tchang - il croyait à “ l'accès de la Chine au rang de nouvelle puissance capitaliste mondiale ” par l'intensité du “ développement économique ”.²² Ce “ développement ” se ferait sous la direction du capital américain, sans que cela se traduise par l'instauration d'une démocratie bourgeoise. Au contraire surgirait “ une dictature au niveau du gouvernement central, complétée peut-être par un genre d'autonomie démocratique au niveau du district et du village ”. Autant dire que le vieux système de despotisme oriental au niveau central coexisterait avec les unités villageoises, plus au moins autonomes.

Ces vues contradictoires sur l'évolution de la Chine vers le capitalisme ne remettaient pas en cause le rôle du prolétariat chinois. Plus qu'à un développement présumé, Pannekoek “ s'attend(ait) à l'essor plus rapide même qu'en Europe d'un puissant mouvement de la classe ouvrière ”.²³

Il est remarquable de constater que le porte-parole des communistes de conseils prévoyait que les bouleversements de l'après-guerre entraîneraient la décolonisation. Celle-ci, dénommée dans le livre " autodétermination ", se ferait au profit des classes supérieures indigènes :

" L'autodétermination ne sera, dans ces pays, que l'apanage des classes supérieures; non seulement leurs membres viendront s'insérer dans les rangs subalternes de l'administration coloniale d'hier, mais ils finiront par en occuper les places dirigeantes, assistés, cela va de soi, de " conseillers " blancs et de spécialistes chargés de veiller à ce que les intérêts du Capital soient servis comme il faut. " ²⁴

Ainsi le prolétariat des colonies pourrait lutter directement contre sa propre bourgeoisie nationale, " de façon indépendante pour (ses) intérêts de classe et pour la liberté, au côté des ouvriers occidentaux ". ²⁵

Telle était la vision politique de Pannekoek en 1944. Mis en retraite en 1943, il se consacrait simultanément à la rédaction de ses " Souvenirs de mouvement ouvrier " et à ses " Mémoires d'un astronome ". ²⁶ Sentant peut-être sa vie en danger avec la multiplication des arrestations et déportations dans les Pays-Bas occupés, il voulait léguer à la postérité un témoignage autant politique que scientifique. Ces souvenirs ne furent publiés pourtant que presque 40 années après.

Tout aussi solitaire fut la rédaction, vers la fin de la guerre, des derniers chapitres des Conseils ouvriers. La retraite de Pannekoek n'était pas une retraite politique. L'espoir qu'il pouvait nourrir d'un surgissement révolutionnaire s'estompait. La fin de la guerre montrait de façon éclatante que le capitalisme ramenait la société " à un niveau inférieur de civilisation ". ²⁷ Cette régression était en fait une " chute dans la barbarie ". Cette chute était-elle l'expression d'un système économique entré dans sa phase de déclin ? Pannekoek ne se prononçait pas et se gardait d'utiliser le terme de " décadence ", sans doute pour la raison qu'il croyait possible un " développement intensif " en Asie. Dans les faits, la conscience de classe du prolétariat des pays européens semblait avoir disparu. Le déclin du mouvement ouvrier accompagnait celui de l'Europe.

Il est particulièrement intéressant de noter que cette vision de la " disparition " de la conscience de classe était symétrique de celle de Vercesi à la même époque, dans la Fraction italienne en France. ²⁸ Les termes

sont presque identiques :

“ Avec la seconde guerre mondiale, le mouvement ouvrier est tombé encore plus bas qu’avec la première... Au cours de la présente guerre, la classe ouvrière n’avait aucune volonté propre. Elle s’est montrée incapable de décider par elle-même de ce qu’elle voulait faire : elle était déjà incorporée dans l’ensemble national. Comme les ouvriers sont entraînés d’usine en usine, qu’ils portent l’uniforme et font l’exercice, qu’ils sont envoyés au front, qu’ils sont mêlés aux autres classes, tout ce qui formait l’essence de la classe ouvrière d’autrefois a disparu. Les travailleurs ont perdu leur classe. Ils n’existent plus en tant que classe. Leur conscience de classe a été balayée dans la soumission de toutes les classes à l’idéologie du grand Capital. Le vocabulaire de classe qui leur était particulier : socialisme, communauté, a été adopté par le Capital pour recouvrir des concepts différents. ”²⁹

Comme souvent dans les *Conseils ouvriers*, les affirmations les plus péremptoires sont nuancées quelques lignes plus loin. Cette disparition de la classe ouvrière était vraie “ plus particulièrement en Europe centrale ”; par contre “ dans les pays occidentaux, il reste suffisamment de sentiments de classe pour que bientôt les travailleurs reprennent la lutte lors de la transformation de l’industrie de guerre en industrie de paix ”.³⁰ Comment la classe ouvrière allait-elle renaître, avec la paix, et sur quelle base allait se reformer une conscience de classe qui n’existait plus ? Autant de questions qui restaient sans réponse. A moins d’envisager - comme le faisait au même moment Vercesi - que la conscience de classe était “ à éclipses ”, disparaissant dans la guerre pour renaître en temps de paix. Mais, si tel était le cas général, il devenait difficile d’expliquer pourquoi de la première guerre mondiale était née la révolution - qui par essence traduisait le développement d’une conscience de classe concrétisée par la formation des conseils ouvriers ?

Il est vrai que, pour Pannekoek, l’essentiel était moins de tirer un bilan de la contre-révolution qui avait détruit les organisations prolétariennes que de montrer les voies qu’emprunterait nécessairement la révolution dans un futur lointain. La révolution, en effet, “ ne sera pas le résultat de quelques années, pas plus que d’un bref combat révolutionnaire. C’est un processus historique qui couvrira toute une période, avec des hauts et des bas, avec des batailles et des accalmies ”. Mais “ avec une progression constante ”,

ajoute-t-il.³⁰ Développée dans trois chapitres du livre, l'idée des conseils ouvriers allait vraiment être discutée et critiquée dans le mouvement conseilliste hollandais qu'après 1945. De même la question du parti, sur lequel ce mouvement était loin d'être unanime. Toutes ces questions dépassaient le cadre immédiat de la guerre pour déboucher et s'élargir à une vision théorique du marxisme.

L'activité de Pannekoek pendant la guerre fut théorique. Elle est à mettre en parallèle avec celle de Bordiga. Suivant de loin l'activité des organisations se réclamant de leur orientation - y contribuant parfois - et cela vaut plus pour Pannekoek que pour Bordiga dans les années 30 - ils ne connaissaient ni l'exil ni l'illégalité communes au militant engagé dans une activité organisationnelle. Malgré leur fidélité à la cause révolutionnaire, ils se réfugiaient dans le silence de leur cabinet d'études. Leurs contributions devenaient surtout personnelles et extérieures à leur mouvement.

Cependant, Pannekoek, en dehors des batailles de fractions, semblait - en apparence³¹ - comme Trotsky avant la première guerre mondiale - avoir l'esprit plus serein et plus lucide sur le cours historique suivi par le capitalisme dans ces années de guerre. En observateur critique il saisissait, fort de toute son expérience politique, quelles seraient les conséquences de la guerre pour le mouvement ouvrier : la confirmation d'une défaite et non, comme en 1917-1918, l'ouverture d'une période de bouleversement social. Il comprenait que la fin de la guerre se traduirait dans les colonies non par une révolution prolétarienne - qui ne pouvait venir que des pays développés, et en premier lieu, selon lui, des USA - mais par la domination des bourgeoisies indigènes.

Plus ambiguë était sa vision d'un développement possible des aires arriérées, qualifiées par la suite de " tiers monde " et par antiphrase - en période de crise dans les années 1970 - de " pays en voie de développement ". Comme Bordiga, il pensait que ces pays deviendraient de nouveaux pôles tant sur le plan économique que sur le plan social.³² En quelque sorte se répéterait l'histoire du capitalisme au XIX^e siècle. Mais tandis que Bordiga apportait son soutien aux luttes de libération nationale et aux " peuples de couleur " - dans la lignée du congrès de Bakou³³ - Pannekoek défendait le principe d'une lutte ouvrière de libération sociale internationale.

Contradictoire était la théorie de la conscience défendue dans les *Conseils ouvriers*. Selon Pannekoek, la disparition physique du prolétariat dans la guerre était la raison de la disparition de la “ classe pour soi ” comme classe consciente de ses buts. Chez Pannekoek dominait l'idée que la conscience de classe ne pouvait être qu'un reflet de la conscience générale de la classe à un moment donné (conscience réelle ou niveau de conscience). En conséquence, l'étouffement de cette conscience réelle immédiate entraînait la disparition de la conscience de classe, comme conscience politique révolutionnaire. Comme la conscience de classe n'était pas conçue comme une émanation des organisations révolutionnaires, il ne pouvait exister une conscience individuelle : “ une pensée par soi-même, connaissance acquise par soi-même de la méthode pour distinguer ce qui est vrai et bon ”.³⁶ Ainsi, la conscience de classe, loin d'être un produit collectif, se dégageait par “ l'auto-éducation, ... par l'activité intensive de chaque cerveau ”. De ce fait la conscience de la classe, comme conscience de classe généralisée, était plus le fruit d'une auto-éducation que d'une maturation en profondeur surgissant au grand jour sous forme de mouvements de masses.

C'est en se développant dans un cadre organisé autour du groupe Union communiste “ Spartacus ” que la théorie communiste des conseils eut un impact aux Pays-Bas. Les positions du GIC et de Pannekoek trouvèrent un écho au sein de cette organisation, au fur et à mesure de son évolution paradoxale.

DE LA TENDANCE SNEEVLIET DU RSAP AU MARX-LENIN-LUXEMBURG FRONT

C'est du RSAP de Sneevliet que va surgir un courant qui donnera naissance à l'organisation communiste des conseils “ Spartacus ”.

Cette transformation politique pendant la guerre est l'une des plus étonnantes qui soit.

Le RSAP (Parti ouvrier socialiste-révolutionnaire) (37) présente le cas unique d'un parti situé à droite du mouvement trotskyste, de type parlementaire, évoluant dans la guerre mondiale vers des positions révolutionnaires. Sortie en 1927 du Parti communiste hollandais, la fraction Sneevliet était à la tête d'un petit

syndicat, le NAS (*Nationaal Arbeids Secretariaat*) qui refusait de se dissoudre dans le syndicat social-démocrate NVV. Constituée en parti en 1929 sous le nom de RSP (Parti socialiste révolutionnaire), cette fraction était plus proche des tendances de "droite" brandlériennes issues de l'I.C. que des gauches (Korsch, Schwartz, Bordiga) sorties en 1926. La politique de Maring-Sneevliet dans les années 1920 avait été vigoureusement critiquée par Trotski pour avoir favorisé la défaite de la révolution chinoise en 1926-1927. La fusion en 1935 avec une organisation socialiste de gauche, l'OSP (Parti socialiste indépendant), lui-même sorti en 1932 de la social-démocratie hollandaise, avait donné naissance au RSAP, cible constante des communistes de conseils.³⁸

Ce petit parti de 3.600 membres au départ, dont l'effectif était de 2.500 adhérents en 1939³⁹ s'appuyait sur le syndicat NAS à la direction duquel se trouvait Sneevliet. Le NAS était la base syndicale du RSAP, avec ses 22.500 adhérents en 1933; ce chiffre, après l'interdiction faite aux fonctionnaires et employés d'État de se syndiquer au NAS, était de 10.500 en 1939. Né au siècle dernier en 1893 le Secrétariat national du travail conservait une orientation syndicaliste-révolutionnaire; adhérant en 1925 à l'Internationale syndicale rouge (ISR), il s'en était détaché. Lorsque le Komintern avait donné l'ordre au PC hollandais de se fondre dans le syndicat officiel social-démocrate NVV en 1927, tous les membres du PC hollandais adhérant au NAS avaient suivi Sneevliet dans la scission.

Politiquement, le RSAP oscillait entre le socialisme de gauche et le trotskisme. Avant 1935, les deux organisations RSP et OSP s'étaient prononcées - avec le SAP de Willy Brandt et la LCI trotskyste - pour la formation de nouveaux partis et la création d'une nouvelle Internationale ("Déclaration des Quatre", août 1933). En 1935, le RSAP se prononçait avec d'autres organisations⁴⁰ pour la rapide construction de la IV^e Internationale. Cette position, et d'autres questions comme la question syndicale, avaient conduit au départ de militants du RSAP qui formèrent le BRS (Ligue des socialistes-révolutionnaires), lié au SAP. La rupture avec le SAP était consommée, mais non celle avec le socialisme de gauche. En effet, en 1936, Sneevliet apportait en Espagne son soutien au POUM, qui venait d'entrer dans le Gouvernement de Catalogne. La même année, il se prononçait contre la politique "entriste" de Trotsky dans les partis socialistes.

En 1937, la rupture entre le RSAP et Trotsky était consommée. Autant que son attitude vis-à-vis du POUM, Trotsky reprochait à Sneevliet de maintenir en vie le NAS. Il lui intimait, sous forme d'ultimatum, de dissoudre le NAS dans le syndicat socialiste NVV. Accusant le NAS de recevoir un soutien financier du gouvernement hollandais⁴¹ et Sneevliet d'être irresponsable⁴², Trotsky concluait :

“ ... Si vous continuez à adopter la même position totalement ambiguë : avec la IV^e Internationale en paroles, contre elle dans les faits, alors vaut mieux une rupture franche et honnête. Dans ce cas, vous resterez avec le NAS et nous avec la IV^e Internationale. Nous créerons une section en Hollande et tenterons de réaliser par la lutte ouverte ce que nous n'avons pu réaliser par la collaboration patiente et la discussion entre camarades. ”⁴³

Cette mise en demeure aboutissait en 1938 à la rupture totale. Bientôt se créait un groupe hollandais trotskyste - le GBL ou Groupe de bolcheviks-léninistes - composé, en partie, d'anciens membres du RSAP.

Jusqu'à la guerre, le RSAP ne se distinguait guère des partis socialistes de gauche. “ Electoraliste ”, le parti participa aux élections. En 1935, Sneevliet et Schmidt - ce dernier étant l'ancien dirigeant de l'OSP et le vice-président du RSAP – étaient élus députés en même temps que deux autres dirigeants de leur organisation. La même année, celle-ci obtint 23 sièges lors des élections municipales. S'il perdait ses mandats de député aux élections générales de 1937 le RSAP connaissait plus de succès en 1939 : dans les élections municipales et dans les élections générales, où Sneevliet fut élu membre du conseil d'Amsterdam et des États provinciaux de Hollande du Nord.⁴⁴

Cette activité électoraliste qui attirait les sarcasmes de Trotsky - bien que les organisations trotskystes menassent une politique identique -, s'accompagnait d'une politique de front uni avec le socialisme de gauche. En septembre 1938, le RSAP prenait l'initiative de former avec le PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) de Marceau Pivert un Front international des ouvriers contre la guerre - *Internationaal Arbeiders Front* ou IAF - que rejoignaient bientôt 15 organisations, dont celles de Brandler et de Vereeken⁴⁵. Le Manifeste de ce Front appelait les ouvriers à lutter contre la guerre; et si la guerre éclatait à mettre fin au

capitalisme par la révolution.

C'est en fait la question de la guerre, et en conséquence l'attitude du RSAP à l'égard de la Russie, qui allaient profondément transformer le RSAP, au prix d'un changement radical de programme, puis d'orientation sur l'ensemble des questions programmatiques. Le changement de position de Sneevliet sur la question russe fut décisif, par le fait même qu'il dominait le RSAP et le NAS de sa puissante personnalité et de toute son autorité.⁴⁶

En 1935, le parti se prononçait dans son programme pour la défense de l'URSS en cas de guerre. L'écrasement des ouvriers à Barcelone par le parti communiste en mai 1937, puis les Procès de Moscou firent grandir les doutes de Sneevliet sur la validité de ce point du programme.

En décembre 1939, se tenait la dernière conférence du RSAP. En raison du Pacte Hitler-Staline, le point sur la défense de l'URSS fut rayé du programme du parti :

“ ... L'alliance entre l'Allemagne et la Russie a rendu pratiquement caduc le paragraphe concernant le devoir de défendre l'Union soviétique.

“ Actuellement personne ne prétendra que - si la Russie se trouve engagée dans une guerre - le devoir de la classe ouvrière internationale est de soutenir inconditionnellement l'URSS. ”⁴⁷

La résolution, qui rayait ce point du programme, était adoptée par 806 mandats contre 18. En fait, c'était plus par antifascisme que par internationalisme que la non-défense de l'URSS était adoptée

Parmi les dirigeants de l'organisation, seul Willem Dolleman était en désaccord.⁴⁸ Avec d'autres, il allait représenter la vision trotskyste après le 22 juin 1941 dans le MLL Front.

Le guerre russo-finlandaise allait à nouveau poser la question de la défense de l'URSS et celle du “ droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ”. Quelques-uns des militants comme van Driesten proposaient de former un front du prolétariat mondial contre l'intervention russe sans s'allier à la bourgeoisie finlandaise. D'autres

critiquant cette position qui pouvait apparaître comme un soutien à la bourgeoisie finlandaise dénoncèrent comme opportuniste le mot d'ordre de Lénine "d'autodétermination". Implicitement, ces derniers dénonçaient tout mot d'ordre de lutte de "libération nationale".⁴⁸ bis

Sans engager un débat théorique sur la nature de l'URSS, qui aurait entraîné la formation de tendances antagonistes, le RSAP se préparait à entrer dans l'illégalité en 1938, convaincu que la guerre n'épargnerait pas la neutralité de la Hollande et qu'il s'agissait de "renforcer la lutte contre la guerre impérialiste".(49).

Le 10 mai 1940, l'armée allemande envahissait les Pays-Bas qui capitulaient au bout de 6 jours de combat. Sneevliet présent en Belgique revint pour continuer la lutte illégalement. Le RSAP cessa d'exister. A sa place fut construite une organisation illégale : le Marx-Lenin-Luxemburg Front. Elle comprenait au départ 400 à 600 membres, contre 2.500 au RSAP. La clandestinité obligeait à une sélection rigoureuse de militants sûrs. Pour affronter la répression, le MLL Front était bâti selon un système de cellules de 5 membres, cloisonnées, et dirigées par des hommes de confiance qui faisaient la liaison verticalement et horizontalement avec la direction illégale et d'autres cellules. La double organisation disparaissait : le NAS était liquidé en septembre. Le RSAP devenait en importance la seconde organisation politique illégale en Hollande, et même la première si l'on tient compte du fait que le PC hollandais conserva pendant plusieurs mois un statut semi-légal, en raison du pacte germano-soviétique.⁵⁰

Une centrale de 9 membres était mise en place. Elle comprenait Sneevliet, Menist, Dolleman, Gerritsen, de Haan-Zwagerman, Jan Koestag, Piet van t'Hart - connu sous le nom de Max Perthus - Van Schriefer, et Poppe (pseudonyme : T. Woudstra), ce dernier allant jouer un rôle décisif dans la création du Spartacusbond. Sneevliet était le dirigeant incontesté, écrivant à peu près toutes les prises de positions politiques du Front. A côté de lui, Ab Menist - d'origine juive -, était l'organisateur né; Dolleman le trésorier et le responsable des publications.

Sous la direction de cette centrale étaient publiés régulièrement un Bulletin pour l'extérieur (*Het MLL Bulletin*) et un organe interne : *Richtlijnen* ("Directives"). Pendant toute une période, le MLL Front fit de la

propagande en direction des militants du SDAP socialiste et publia des " Lettres aux sociaux-démocrates " (*Brieven aan Sociaal-Democraten*). Ceux-ci étaient dénoncés comme les " Judas du mouvement ouvrier " ⁵¹, après leur participation à une Union néerlandaise rassemblant libéraux, partis confessionnels et social-démocrate, en juillet 1940. Cette Union proclamait sa fidélité à la monarchie bourgeoise de la Maison d'Orange et souhaitait que la domination allemande en Europe permette de conserver l'Indonésie comme colonie néerlandaise. Pendant plusieurs mois, le SDAP ne fut pas interdit par le nouveau régime nazi. Une bonne partie des opposants au SDAP qui critiquaient leur parti choisissaient l'autre camp : l'Angleterre.

Cette politique de " mise au pied du mur " de la base du SDAP attira un certain nombre d'entre eux au MLL - Front. La même politique n'était pas suivie vis-à-vis du PC : " Le stalinisme est le fascisme sous sa pire forme ", était-il écrit. (52)

Il est à noter que dans ses Bulletins, le MLL Front ne se prononçait pas sur la nature de classe des partis socialiste et communiste. Sa propagande en direction de ces partis, du SDAP en particulier, montrait qu'il les considérait encore comme une composante du " mouvement ouvrier ". Dans cette optique, le Front était encore la continuation du RSAP d'avant la guerre. Mais il se distinguait déjà autant des partis trotskystes que des socialistes de gauche par son refus de soutenir aussi bien le camp de la " démocratie " que celui de l'URSS. Sur place son action allait s'orienter aussi bien contre la bourgeoisie hollandaise que contre la bourgeoisie allemande.

Aux deux fronts impérialistes, le MLL Front opposait le Troisième Front (*Derde Front*), celui du prolétariat :

" Le MLL Front souhaite l'insurrection du prolétariat dans les pays en guerre et la fraternisation des soldats et ouvriers par la lutte contre les puissances impérialistes qui les ont entraînés dans cette guerre. Tel est le " Troisième Front " qui est propagé dans les écrits du MLL Front. " ⁵³

Cette politique de Front mena le MLL à s'allier - à la fin de l'année 1940 - avec le *Vonk Groep* (groupe l'Étincelle) formé de socialistes de gauche, dont beaucoup d'artistes et d'intellectuels. Il était dirigé par Eddy Wijnkoop, membre du MLL Front, et avec le consentement de la Centrale de Sneevliet. Publiant le mensuel

illégal *De Vonk*, il défendait le même point de vue que le Marx Lenin Luxemburg Front.

Cette politique “ large ” vis-à-vis d’autres organisations soulignait toute l’ambiguïté d’orientation de l’organisation, et sa difficulté à apparaître comme un courant internationaliste autonome. Le fait que, au cours de la même période, les socialistes de gauche du BRS et les trotskystes du GBL aient demandé la fusion - ce qui fut rejeté - avec lui ne faisait que le confirmer.⁵⁴

Deux événements allaient précipiter l’évolution politique du MLL Front : la grève de février 1941 et la guerre germano-russe le 22 juin 1941.

LA GREVE DE FEVRIER 1941 ET SES CONSEQUENCES POLITIQUES

La grève de Février (“ Februaristaking ”) fut provoquée autant par la persécution des juifs par les autorités allemandes que par le mécontentement croissant des ouvriers hollandais qui subissaient une grande misère matérielle et la déportation dans les usines du Reich.⁵⁵

Dès la fin de 1940 le Commissaire du Reich, Seyss-Inquart avait pris des mesures antisémites, appuyé en cela par le NSB (Union national-socialiste) de Mussert, le petit parti nazi hollandais. Il était interdit aux fonctionnaires hollandais d’origine juive toute promotion; les emplois de la fonction publique étaient interdits aux juifs. Ces mesures avaient entraîné des grèves des étudiants à Delft et Leiden. Malgré cela les autorités occupantes et les nazis hollandais continuaient leur persécution de la population juive d’Amsterdam, particulièrement nombreuse. Les cafés, les cinémas leur étaient interdits, et ils devaient à partir de janvier 1941 s’inscrire sur un registre spécial.

Le mouvement de protestation contre l’antisémitisme qui choquait l’ensemble de la population néerlandaise était au départ surtout fait des étudiants. Ceux-ci exprimaient leur hostilité à l’antisémitisme sous une forme nationaliste, manifestant le 31 janvier dans les écoles et la rue pour célébrer l’anniversaire de la princesse.

Beatrix exilée à Londres. Le bombardement de Rotterdam en juin 1940 qui avait causé la mort de 30.000 personnes autant que les restrictions alimentaires développaient de forts sentiments anti-Allemands dans la population.

Pour le MLL Front, il était particulièrement important que l'hostilité à l'antisémitisme - légitime - ne débouchât pas sur l'exacerbation de sentiments nationalistes et pro-Anglais. La lutte contre l'antisémitisme passait par la lutte générale contre l'ensemble du système capitaliste.

Dans son intervention, le MLL Front appelait au boycott des établissements qui manifestaient une hostilité aux juifs, bien qu'il fut conscient qu'un boycott général n'était guère réalisable. Il prenait garde que la lutte ne soit pas une lutte contre le seul antisémitisme et appelait les juifs à lutter pour le socialisme; il rappelait que la libération des juifs n'était possible que sous le socialisme et dénonçait le sionisme comme une dangereuse aspiration à un État national à l'intérieur du monde capitaliste.⁵⁶

En même temps que se développait une hostilité profonde aux mesures antisémites, grandissait le mécontentement des ouvriers. Le chômage les frappait durement : à Amsterdam, il y avait 40.000 chômeurs en août 1939; 60.000 en juillet 1940, comme dans les pires années de la Grande Crise. Le chômage touchait presque 300.000 ouvriers dans l'ensemble des Pays-Bas. En un an le prix des produits alimentaires de base avait crû de plus de 36 %, accentuant encore la misère ambiante.

Les ouvriers chômeurs étaient de plus en plus soumis au système d'Assistance par le travail (*Werkverschaffing*). Ils devaient participer - pour un salaire misérable - au défrichage des landes et à la consolidation des digues. Ils étaient 11.000 à Amsterdam en octobre 1940 à prendre le train - aller et retour - pour la province d'Utrecht. Des manifestations d'ouvriers et des bagarres ne tardèrent pas à éclater dès le mois de novembre. Pendant tout le mois de janvier à Amsterdam se déroulèrent de petites manifestations d'assistés du travail et de chômeurs contre la Bourse du travail et l'administration communales d'Amsterdam. A chaque fois elles étaient dispersées par la police hollandaise.

Au même moment, commençaient les premières déportations de travailleurs vers l'Allemagne, par

l'intermédiaire des autorités hollandaises - en particulier la Bourse du travail communale d'Amsterdam : 7.000 partirent en octobre 1940. En janvier 1941 - sur les ordres de la Kriegsmarine allemande - 3.000 ouvriers devaient partir pour l'Allemagne, sous peine de subir le camp de concentration. Ces ouvriers étaient des ouvriers qualifiés, métallos et ouvriers des chantiers navals. Une grande agitation s'ensuivit chez les ouvriers des chantiers à la mi-février.

C'est dans une atmosphère sociale tendue que les autorités allemandes commencèrent à prendre des mesures antisémites de plus en plus rigoureuses. Les attaques des nazis hollandais et allemands contre le quartier juif d'Amsterdam, au centre de la ville, se transformaient en pogroms depuis décembre. Face à ces attaques, le 11 février 1941, un groupe de nazis fut attaqué par des ouvriers juifs et non juifs, venus d'autres quartiers ouvriers. La bagarre entraîna la mort d'un national-socialiste hollandais.

Le 12 février, les autorités allemandes bouclèrent tout le quartier juif. Elles exigèrent de personnalités juives désignées de former un *Jooden-raad* (Conseil juif) responsable du "maintien de l'ordre" et chargé de "rendre" des armes. Les armes étant bien sûr inexistantes, il n'y eut pas de résultat. Il s'agissait d'un prétexte pour transformer le quartier en ghetto et opérer des rafles de plus en plus nombreuses.

Le 17 février, 2.000 ouvriers des entreprises de constructions navales prenaient l'initiative de faire grève en solidarité avec leurs 128 camarades contraints de partir travailler en Allemagne. Les autorités allemandes cédaient et les ouvriers obtenaient une victoire morale qui joua un grand rôle plus tard dans la généralisation de la grève.⁵⁷

A la suite d'un incident, où les propriétaires d'un café juif avaient résisté aux assauts de la police allemande (*Grüne Polizei*), les autorités arrêtaient plus de 400 jeunes juifs le week-end des 22 et 23 février. Ils étaient déportés quelque temps après à Buchenwald. Le déploiement en force de mitrailleurs SS provoqua l'émotion et la colère des ouvriers d'Amsterdam.

Le 25 février, la grève éclatait dans les entreprises de la ville, spontanément. Des manifestations se déroulaient aux cris de : " A bas les pogroms contre les juifs !" Le 26, la grève de masses se généralisait à

La Haye, Rotterdam, Groningen, Utrecht, Hilversum, Haarlem, et dans bien d'autres villes. La grève s'étendit même en Belgique.⁵⁸

Les mesures répressives prises par les autorités allemandes furent terribles : installation dans les villes en grève de bataillons SS ayant ordre de tirer sur les manifestants; loi martiale; arrestations massives; obligation faite aux employeurs de ne pas payer aux ouvriers les deux jours de grève. Le mouvement de grève était brisé. Des exécutions de grévistes commençaient. Les arrestations de juifs continuaient pour s'intensifier à l'été de 1942. A la fin de la guerre, sur une communauté de 120.000 personnes ne survivaient que les 20.000 qui avaient fait le choix judicieux de passer dans la clandestinité, avec de faux papiers.

Il est certain que le PC hollandais - interdit le 20 juillet 1940, deux mois après le début de l'occupation - a joué un grand rôle dans le déclenchement de la grève. Mais il était surpris par la rapidité de l'extension de celle-ci. L'extension en dehors d'Amsterdam se fit sans lui et spontanément. Lorsque le PC lança un appel à la grève générale dans tout le pays pour le 6 mars son appel fut ignoré par les ouvriers. La grève avait pris un caractère massif, comparable en ampleur avec la grande grève de masses de 1903. L'aspect grève de masses spontanée - différent d'une grève générale - ne fut pas sans effet sur le MLL Front, qui défendit des positions de plus en plus " luxembourgistes ".

Le MLL Front joua un rôle non négligeable dans la grève, bien que réduit à l'état de petite organisation, comptant 300 militants (59). A l'image des anciennes organisations, il avait constitué un groupe de jeunes, le MJC (Comité de Jeunesse Marxiste) qui éditait un mensuel : *Het Kompas* (la Boussole). Depuis janvier 1941, il sortait un journal régulier de propagande : *Spartacus*, qui tirait à 5.000 exemplaires en février. C'était le plus gros tirage pour un journal illégal. (60) Le titre choisi montrait une référence politique explicite à Rosa Luxemburg. Le fait que Sneevliet traduisit lui-même la brochure *La crise de la social-démocratie* de Junius exprimait un évident éloignement des positions léninistes sur la question nationale.

Avant la grève, 1e MLL Front diffusa beaucoup de littérature (tracts, manifestes, papillons) appelant à la

lutte. De manière propagandiste, il appelait les ouvriers à former des groupes de protection dans les quartiers ouvriers contre les actions antisémites. Au moment des razzias antijuives il lança l'appel suivant :

“ Si hommes et femmes des quartiers ouvriers s'ameutent dans le quartier juif d'Amsterdam, ... si ils mènent la lutte contre les bandits à gages du mouvement national-socialiste hollandais, alors nous assisterons à une magnifique démonstration de solidarité spontanée qui se manifestera dans les usines sous une forme supérieure et plus efficace.

“ Répondez à tout acte de violence du national-socialisme par l'agitation et des grèves de protestation dans les usines.

“ Sortez en masse des fabriques, quittez l'embauche et le travail, et joignez-vous massivement à vos camarades de classe en lutte dans les quartiers menacés. ”⁶¹

L'impact du MLL Front dans la grève est difficilement saisissable à Amsterdam, bien qu'il y eut dans cette ville avant l'occupation 4.000 membres du NAS. Il est certain, que si le PC prit l'initiative d'appeler à la grève dans une situation d'agitation sociale qui se déroulait indépendamment de lui - le MLL Front joua un rôle important dans l'extension de la grève aux autres villes. Mais la grève était avant tout voulue et menée par les ouvriers du rang, indépendamment de tous les mots d'ordre des partis et de leurs “ chefs ”.

A la fin de la grève, le MLL Front, tout en dénonçant l'appel à la grève générale du PC pour le 6 mars, préconisait la formation de comités de grève et d'action illégaux dans les usines.⁶²

Mais, par sa faiblesse, la grève - qui se distinguait en cela des grandes grèves de masses du passé - ne faisait pas surgir des comités de grève menant la lutte. La grève de février était spontanée sans création spontanée d'organismes spécifiquement ouvriers.

Si il y avait une tendance dans le MLL Front à surestimer le caractère révolutionnaire d'une grève qui n'avait à aucun moment été portée par des revendications ouvrières propres, sur le terrain économique, son rejet

du nationalisme montrait qu'il ne délaissait pas la lutte contre l'idéologie de résistance nationale. S'il ne voulait pas apparaître comme une composante d'un Front national de résistance anti-Allemands, il devait souligner la nécessité de l'internationalisme. C'est ce qu'il fit. L'appel suivant, inclus dans le Manifeste du MLL Front, était sans ambiguïté :

“ Comment gagner ?

“ L'Allemagne ? NON.

“ L'Angleterre ? NON.

“ Le Troisième Front, le prolétariat socialiste !

“ Contre le national-socialisme et le national-bolchevisme

“ La lutte de classe internationale ! ”

Le ton de ce Manifeste tranchait avec celui du PC qui dans son appel à la grève mêlait mots d'ordre antinazis et mots d'ordre nationalistes, tels que : “ Lutte fièrement pour la libération de notre pays!!!! ”⁶³

De façon générale, le MLL Front ne mit jamais en avant des mots d'ordre antifascistes. A la différence de groupes social-démocrates hollandais qui faisaient de l'antifascisme la “ première étape ” dans la lutte pour le socialisme, il soulignait que l'étape était unique : la lutte contre tout le capitalisme dans le monde.⁶⁴

C'est dans cet esprit que le “ *Derde Front* ” développa toute une propagande près des soldats allemands; de façon dangereuse même, puisqu'à Rotterdam des tracts furent diffusés à l'intérieur des casernes. La propagande développée n'était ni un appel à la défense de la démocratie ni un appel pacifiste.

Dans le Manifeste du premier mai 1941, en allemand, on pouvait lire :

“ Les masses populaires n'ont aucun intérêt dans une victoire de l'Angleterre. De même elles n'ont aucun

intérêt à avoir dans une victoire de l'Allemagne. Elles doivent prendre en main leur propre destin. Elles sont le Troisième Front, qui peut et doit vaincre !

“ A bas la guerre, mais aussi à bas la paix capitaliste ! La paix mondiale ne peut être obtenue que par la victoire du socialisme international. ”⁶⁵

LE REJET DE LA DEFENSE DE L'URSS. RUPTURE AVEC LE TROTSKYSME

L'éclatement de la guerre entre l'Allemagne et l'URSS plongea le mouvement de Sneevliet dans un profond désarroi. Ce dernier était encore accentué par les arrestations préventives par la police allemande de militants ou d'ex-membres du RSAP et du NAS, dans la nuit du 24 au 25 juin. Leur travail illégal demeurerait cependant inconnu; et l'appareil clandestin fut peu touché.

Plus grand était le désarroi moral provoqué par l'attaque de l'armée allemande, le 22 juin. Sneevliet ne s'y attendait pas, puisque le titre de son article paru juste auparavant dans *Spartacus* était : “ Staline, valet des Allemands ”. L'origine de ce désarroi était plus profonde. Malgré ses mots d'ordre contre le “ national-bolchevisme ”, le MLL Front n'avait pas de position théorique sur la nature de l'URSS. Dans sa presse, il faisait siens implicitement les concepts trotskystes de “ bureaucratie ” et de “ caste parasitaire ” qu'il utilisait pour définir l'État russe. Il avait le choix entre reprendre l'analyse de l'URSS de Trotsky et appeler à la défense de “ l'État ouvrier ” ou la rejeter et appeler à la lutte contre les deux impérialismes.

C'est peu à peu que le MLL Front se prononça pour la non-défense de l'URSS. Son Manifeste du 23 juin était encore à moitié une défense de l'URSS dans la guerre :

“ ...le prolétariat russe n'a pas seulement à préserver les restes de la révolution; il doit aussi à l'échelle internationale transformer “ la guerre des peuples dévastatrice ” en guerre civile. ”⁶⁶

Derrière cette prise de position, transparaissait l'influence de Dolleman et de Max Perthus.

Dans une seconde prise de position, prédomina l'analyse de Sneevliet qui reprenait à son compte les arguments de Rosa Luxemburg sur la possibilité d'une guerre de défense révolutionnaire :

“ L'hitlérisme et stalinisme creuseront leur tombe dans cette guerre. Les travailleurs russes doivent résister à l'envahisseur fasciste, mais ils ne peuvent ajuster la guerre en une guerre de défense révolutionnaire que s'ils détruisent le régime stalinien. ”⁶⁷

Fin juillet, finalement, le saut était fait. Le MLL Front rejetait toute défense de l'URSS. La guerre en Russie était un déplacement du front impérialiste. Les thèses de la “ Centrale ” publiées dans *Spartacus* se prononçaient nettement sur la nature de l'URSS. La société russe avait pris un caractère capitaliste d'État en Russie soviétique; le pouvoir des ouvriers était liquidé. Un État totalitaire était né avec à sa tête une caste bureaucratique; l'URSS était un jouet des grandes puissances impérialistes. La conclusion était un appel sans ambiguïté à l'internationalisme :

“ Le Troisième Front ne voit dans la nouvelle phase de guerre impérialiste aucun motif de changer sa position. Il ne prend pas parti pour l'un des deux fronts de guerre de l'impérialisme. Il reste indépendant dans la définition de sa conduite : se conformer à son propre but de classe et mener sa propre lutte.

“ La guerre germano-russe est une subdivision de la deuxième guerre mondiale impérialiste. ”⁶⁸

Des neuf membres de la Centrale, deux votèrent contre : Dolleman et van't Hart (Max Perthus), partisans de la position trotskyste de “ défense inconditionnelle ” de l'URSS. L'arrestation de Perthus le 15 août réduisait encore le nombre de partisans de cette position dans la direction centrale. Dolleman s'appuyait sur la revue des Jeunesses⁶⁹ *Het Kompas* qui publia la position minoritaire; le numéro ne fut pas diffusé. Pour éviter une scission qui apparaissait maintenant inévitable, Sneevliet - appuyé par Stan Poppe et Ab Menist - fit suspendre la discussion sur la défense de l'URSS le 15 octobre 1941.⁷⁰ Cette suspension fut levée à la fin de l'année. Fort de l'appui reçu par le groupe de Vereeken - *Contre le courant* - en Belgique, et avec lequel un Manifeste commun contre la guerre avait été rédigé en décembre⁷¹, la majorité autour de Sneevliet se renforçait.

Face au courant trotskyste de Dolleman partisan d'une défense de l'URSS " les armes à la main "72, s'affirmait de plus en plus un courant communiste des conseils, autour de Stan Poppe. Ce dernier - soutenu par Sneevliet - menait une attaque en règle contre l'idéologie trotskyste. Dans un article, il dénonçait les positions de Trotsky comme " douteuses et irréelles ". Le socialisme n'était pas la violence d'État stalinienne, le " socialisme d'État ", mais le pouvoir des conseils ouvriers. L'URSS était impérialiste. 73

Dans un autre article, Stan Poppe se réclamait des positions communistes de Gorter, en citant son livre *Lettre ouverte au camarade Lénine*. Il en reprenait les thèses principales :

- " en Europe occidentale le rôle des masses sera plus grand que le rôle des chefs ";
- " aux organisations syndicales devaient être substituées les organisations d'usine ";
- " le parlementarisme devait être rejeté et combattu ". 74

Cette évolution théorique se traduit dans la pratique par un appel du MLL Front à désertier les syndicats et à former des comités d'usine. La rupture avec l'ancienne politique syndicaliste était une rupture avec l'ancienne politique du RSAP. Après la " normalisation " du syndicat socialiste NVV, par les autorités allemandes en juillet 1940, le MLL Front avait incité ses membres à travailler à l'intérieur. Ce dernier syndicat était devenu une couverture du NSB de Mussert. La propagande faite en juillet 1941 de sortir du mouvement syndical concluait toute une évolution. Au lieu et place des syndicats, était propagée la forme non permanente des " comités de lutte " dans les entreprises.

Dans cette remise en cause des positions trotskystes, et de celles de la III^e Internationale depuis le II^e Congrès, seul demeura intact le soutien aux luttes de libération nationale. L'influence de Sneevliet sur ce point - lui qui avait milité en Indonésie et en Chine - demeurait prépondérante. Cependant, si un appel était lancé dans la presse du Front " à la séparation de l'Indonésie et de la Hollande ", cela n'avait rien à voir avec l'anti-impérialisme qui conduisait au soutien des directions nationalistes locales. Le MLL Front défendait les positions du II^e Congrès de l'Internationale communiste et non celles du Congrès de Bakou. Il proclamait

que la lutte de libération coloniale ne serait possible que dans la mesure où elle se combinerait avec les révolutions socialistes dans le monde capitaliste développé.

LA DECAPITATION DE LA DIRECTION DU MLL FRONT (1942)

Au début de l'année 1942, le MLL Front avait parcouru un long chemin. Théoriquement, il était en rupture avec l'ancien RSAP. Politiquement, il avait fait le choix de s'isoler pour défendre les principes révolutionnaires. Cet isolement conduisait à des scissions inévitables au sein du MLL Front comme à l'extérieur, dans le milieu qu'il influençait. Il rompait avec le groupe sympathisant "*De Vonk*" qui après le 22 juin 1941 se prononçait pour un soutien du camp allié comme un "moindre mal".⁷⁵

Mais c'est précisément au printemps 1942, que le MLL Front allait être décapité par la répression. Toute la direction du Front - sauf Stan Poppe - était arrêtée : Sneevliet, Dolleman, Menist, Gerritsen, De Haan-Zwagerman, Koeslag et Schriefer. Tous furent condamnés à mort par le tribunal militaire nazi sous l'accusation de sabotage. Avant d'être exécutés, à Amersfoort, ils chantèrent l'hymne de la cause pour laquelle ils sacrifiaient leur vie : *l'Internationale*.⁷⁶

La direction du MLL Front était décapitée. La lutte contre la guerre, pour l'internationalisme, se poursuivait dans l'organisation ébranlée par la terrible répression. Le *Communistenbond Spartacus* (Union communiste Spartacus) prenait la succession du MLL Front. Une nouvelle page du mouvement communiste des conseils s'ouvrait.

NOTES

1 "De wortel van de oorlog" ("Les racines de la guerre"), p. 2.

- 2 *Max Perthus, Henk Sneevliet revolutionair-socialist in Europa en Azië*, SUN Nijmegen, 1976; p. 414-415.
- 3 *Soldaten brieven*, n° 2, p. 3. En exergue, on peut lire “ Les travailleurs n’ont pas de patrie ”.
- 4 *Soldaten brieven* n° 3, p. 3. La lutte devait être menée dans tous les pays : “ Pour tous les travailleurs du monde, l’ennemi est dans leur propre pays à l’intérieur et non à l’extérieur des frontières nationales. ” (p. 2, “ De oorlog is begonnen, de revolutie komt ”).
- 5 Auparavant, c’est la police hollandaise qui avait tâché d’arrêter Sneevliet, qui le 10 mai se trouvait en Belgique.
- 6 Le livre parut sous un pseudonyme : P. Aartsz, aux éditions De Vlam. Ces éditions étaient celles du Communistenbond Spartacus.
- 7 *Les Conseils ouvriers*, Bélibaste, Paris, 1974, p. 219.
- 8 Ph. Bourrinet, “ *Contribution à une histoire du mouvement révolutionnaire : La Gauche communiste d’Italie* ”, 1980.
- 9 *Les Conseils ouvriers*, p. 331.
- 10 *op. cit.*, p. 331.
- 11 *op. cit.*, p. 331.
- 12 *op. cit.*, p. 331.
- 13 *op. cit.*, p. 278.
- (14) *op. cit.* p. 278.
- 15 *op. cit.*, p. 376.

16 *op. cit.*, p. 377.

17 *op. cit.*, p. 377.

18 *op. cit.*, p. 344. Pannekoek était optimiste sur l'avenir : " Cette guerre est une des dernières convulsions dans le processus irrésistible qui conduit à l'unification de l'humanité; la lutte de classe qui en découlera fera de cette unité une communauté se dirigeant elle-même. " (p. 335)

19 *op. cit.* , p. 344.

20 *op.cit.*, p. 344-345.

21 *op.cit.* p. 347-359.

22 *op.cit.*, p. 356-357.

23 Les partisans de la théorie " luxembourgistes " de la décadence du capitalisme, telles les Gauches communistes allemande et hollandaise - sauf Pannekoek - montraient l'impossibilité de révolutions bourgeoises dans ce qui allait devenir le " tiers monde ". Au contraire, le courant de Bordiga, après la guerre, s'évertuait à montrer que la " révolte des peuples de couleur " serait le point de départ d'un formidable développement des forces productives.

24 *op. cit.*, p. 358-359.

25 *op. cit.*, p. 359.

26 *op. cit.*, p. 367.

27 *op. cit.*, p. 368.

28 Les archives de Pannekoek ont été classées après sa mort par B.A. Sijes. Ce dernier a préparé une remarquable édition des *Herinneringen* (" Souvenirs ") parus chez Van Gennep, Amsterdam, 1982. Les

Herinneringen ont été écrits par Pannekoek à la lumière de la chandelle, alors que l'électricité était coupée périodiquement. "Les souvenirs d'astronomie" étaient destinés à son fils et à son petit-fils. Il est intéressant de noter que Pannekoek écrit ses *Herinneringen uit de arbeidersbeweging* ("Souvenirs du mouvement ouvrier") dans un souci militant : "Ce qui est nécessaire, c'est que la nouvelle conception (des conseils) pénètre peu à peu les masses; d'où la nécessité d'une littérature de propagande qui soit bien lisible et assimilée dans son contenu. L'éclaircissement est la grande force qui doit rendre possible la révolution des ouvriers; sans cette conception, sans cet éclaircissement, tout mouvement de révolte est dévié et mène à une voie de garage ou à l'échec. Notre tâche doit être la suivante : avoir le souci d'une bonne littérature propagandiste; inlassablement, ici dans le pays, mais aussi en Angleterre, Allemagne et Amérique. Le livre de P. Aartsz (rédigé en 1941-1942) doit contribuer à cela." (*Herinneringen uit de arbeidersbeweging*, p. 218).

29 *Op. cit.*, chapitre V " Dans l'abîme ", p. 379-387.

30 Vercesi écrivait en 1944 : " La classe ouvrière n'existe pas socialement depuis 15 ans ". La Fraction italienne répliquait en réponse (*Bulletin international de discussion*, n° 5, mai 1944) : " L'existence sociale ne peut être la conscience qu'a une classe d'elle-même de la place qu'elle occupe dans l'histoire, de sa mission historique. " Et plus loin : " L'organisation de l'avant-garde est engendrée par l'évolution historique; son existence se justifie historiquement et sans interruption; à chaque moment il y a place pour son existence... il ne peut y avoir des étapes de disparition sociale de la classe ni d'évanouissement des conditions d'existence de son organisme politique. " (*op. cit.*, p. 36)

31 *op. cit.*, p. 386.

32 *op. cit.*, p. 377 et chapitre " La pensée ".

33 C'est cette indépendance d'esprit que revendique Pannekoek : " Par ma situation matérielle somme toute permise par une position bourgeoise, un travail scientifique et un enseignement au service de la science bourgeoise, j'étais complètement indépendant et sans préjugé vis-à-vis du mouvement ouvrier; je n'avais

point de devoirs à accomplir; je peux paisiblement me réorienter et ainsi parvenir à une nouvelle vision, meilleure et plus générale. L'indépendance d'existence est la condition de l'indépendance de pensée. Et cela, peut-être, peut encore continuer à donner ses " fruits. " (*Herinneringen*, p. 218.)

34 Cf. Bordiga : *I fattori di razza e nazione nelle teoria marxista*, Iskra edizioni, Milano, 1976. Bordiga, cependant, à la différence de Pannekoek, sortait du cadre théorique du marxisme en substituant au concept de classe celui de race et de nation, en exaltant la " révolte des peuples de couleur " - noirs, jaunes et olivâtres (sic) dans le tiers monde.

35 *Le premier congrès des peuples de l'Orient, Bakou, 1920*, reprint Maspéro, 1971. A l'époque, le Parti communiste hollandais, auquel appartenait Pannekoek, lançait un appel aux peuples de l'orient : " Frères hindous (indonésiens), joignez-vous à vos frères opprimés d'Orient qui se soulèvent, à leur tour, contre les capitalistes anglais, alliés à vos oppresseurs, les capitalistes hollandais ! " (p. 228).

36 *op. cit.*, p. 490-494.

37 Pour l'histoire du RSAP : outre le livre de Perthus, déjà cité, cf. G.H. Pieterse : "*Het revolutionaire socialisme in de jaren dertig*" (Le socialisme révolutionnaire dans les années 30), doctorat près le Economisch-historisch Seminarium Universiteit van Amsterdam, 1977. Non publié.

38 Voir la brochure du GIC : *Klassenstrijd in oorlogstijd* (" Lutte de classe en temps de guerre "), Amsterdam, 1935. Le congrès d'unification se déroula à Rotterdam, et non à Amsterdam, comme l'affirme F. Tichelman, *Henk Sneevliet, een politieke biografie*, Amsterdam, 1974. C'est ce que montre l'intéressant témoignage de Stan Poppe, in *Spartacus*, n° 2, 1975.

39 cf. Perthus, *op. cit.*, p. 370-371. Max Perthus donne 3.000 militants pour les socialistes de gauche de l'OSP, en 1935, et 1.000 pour le RSP de Sneevliet. Le RSP était donc minoritaire dans le RSAP; il est vrai qu'une scission pro-SAP en novembre 1935 se traduit par le départ de 1.000 militants, la plupart ex-OSP. Sneevliet était secrétaire du RSAP et P. J. Schmidt - ex-chef de l'OSP - président. Ce dernier abandonna

ses fonctions et le parti en août 1936, au cours des procès de Moscou. Un an après il retournait dans la “ vieille maison ” : le SDAP. Désormais, le poids de l’OSP se faisait moins sentir.

40 cf. *Œuvres* de Léon Trotsky; tome 5, EDI, 1979. La “ Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens ” (juin 1935) appelait “ tous les partis, les organisations, les fractions dans les vieux partis comme dans les syndicats, toutes les associations et groupes ouvriers révolutionnaires ” d’accord avec le principe de préparation et de construction d’une IV^e Internationale à joindre leur signature à cette lettre. Celle-ci était signée par - outre le RSAP - le Workers Party of United states, le Secrétariat international de la LCI de Trotsky, le groupe bolchevik-léniniste de la SFIO et le Workers party of Canada.

41 Trotsky affirmait, sans la moindre preuve, que “ le NAS n’existe que toléré et financièrement soutenu par le gouvernement bourgeois ”. Dans une lettre adressée à Sneevliet, il ajoutait : “ Ce soutien financier dépend de votre attitude politique. ” (lettre de Trotsky du 2 décembre 1937, in *Œuvres*, tome 15, ILT, 1983). Il accusait aussi Sneevliet d’être un aventurier politique : “ Ce qui l’intéresse, c’est le NAS, une petite machine bureaucratique, un poste parlementaire. Sneevliet s’est servi du drapeau de la IV^e Internationale surtout pour protéger son travail opportuniste en Hollande. ” (Lettre du 21 janvier 1938, in *Œuvres*, tome 16, ILT, 1983). Sneevliet était l’un des rares militants que Trotsky tutoyait. Vereeken pense que les calomnies proférées contre Sneevliet étaient le fait de Klement et de trotskystes belges. Cf. son point de vue dans son livre *Le guepéou dans le mouvement trotskyste*, La pensée universelle, Paris, 1975.

42 Trotsky reprochait autant à Sneevliet de saboter le “ Bureau d’Amsterdam ” de la IV^e Internationale que d’avoir favorisé - par imprudence - la mort d’Ignace Reiss, un haut fonctionnaire du Guépéou passé aux positions trotskystes, et pour cela assassiné en septembre 1937 par les staliniens. Victor Serge et Sneevliet avaient pris rendez-vous avec Reiss, méfiants à l’égard de l’entourage de Sedov. Sedov, le fils de Trotsky, était en effet entouré, sans qu’il s’en doutât, d’agents du Guépéou qui causèrent sa perte. Ces agents furent démasqués après la guerre.

43 Lettre du 2 décembre 1937 de Trotsky à Sneevliet, in *Œuvres* de Léon Trotsky, tome 15, p. 343.

44 Il est à noter que la candidature de Sneevliet avait été soutenue par un *Revolutionair Anti-Oorlogs Comité* (Comité révolutionnaire anti-guerres). On trouvait parmi ceux-ci Abraham Korper, qui avait été un des fondateurs du KAPN et un dirigeant du groupe conseilliste *De Arbeidersraad* dans les années 1930.

45 Vereeken dirigeait le groupe “*Contre le courant*” en Belgique, un groupe qui refusait de se rattacher au courant trotskyste officiel. Il était l’ami personnel de Sneevliet et lié au groupe français de Frank-Molinier.

(46) Sneevliet avait la réputation d’être très autoritaire dans le RSAP. Ses contributions écrites, et en particulier, les thèses d’organisation, ne se comptaient pas.

(47) Cité par Wim Bot, in *Tegen fascisme, kapitalisme, en oorlog - Het Marx Lenin Luxemburg Front juli 1940-april 1942*, Uitgeverij Syndikaat, Amsterdam, 1983. Le paragraphe mentionné et le résultat du vote se trouvent dans *De Nieuwe Fakkell* du 22 décembre 1939.

(48) La totalité des partisans trotskystes dans le RSAP l’avaient quitté soit en 1938, pour la majorité, soit l’année suivante, pour une petite poignée.

(48 bis) Les trotskystes belges qui publiaient *Correspondance internationale* affirmaient, sans donner de preuves, dans leur numéro 14 du 15 décembre 1939 : “ ... là où le RSAP a poussé l’équivoque au maximum, c’est lorsqu’il organise des collectes pour le peuple finlandais afin que ces collectes soient remises aux organisations de classe finlandaises ”.

(49) Wim Bot, *op. cit.*, p. il.

(50) Interdit par le gouvernement hollandais, le PC put publier jusqu’à la fin de juin 1940, légalement sous l’occupation de l’armée allemande, ses périodiques *Volksdagblad* et *Politik en Cultuur*.

(51) Wim Bot, *op. cit.*, p. 25. Une partie du SDAP soutenait le camp allemand et collabora avec lui, tel le “Troelstrabeweging” (“Mouvement de Troelstra” - du nom de l’ancien chef du SDAP).

(52) Wim Bot, *op. cit.*, p. 31.

(53) Cf. Perthus, *op. cit.*, p. 430-431.

(54) Wim Bot, *op. cit.*, p. 28.

(55) La seule véritable histoire de la grève de février 1941 est celle de Benjamin Aaron Sijes : *De Februaristaking 25-26 février*, Becht, Amsterdam 1954. Sijes, ex-membre du GIC, a joué un grand rôle dans la grève, alors qu'il était docker à Amsterdam. Au moment de la débâcle de l'armée allemande, en 1945, il s'empara, avec quelques camarades, des archives de la police et des autorités allemandes, avant qu'elles ne soient brûlées. Remises à l'Institut royal de documentation sur la guerre (Rijksinstituut voor Oorlogsdocumentatie), elles lui ont permis de travailler à cet Institut et d'écrire son livre, qui sortit en 1954.

(56) Wim Bot, *op. cit.*, p. 39.

(57) Pour le récit de la grève, cf. le livre de Sijes, déjà cité.

(58) L'extension de la grève en Belgique, avec arrêts de travail, est attestée par Sijes; mais il ne donne pas de précisions.

(59) Le chiffre de 150 militants est donné par Sijes. Il semble plus probable - d'après Wim Bot - qu'il fût à l'époque de 325. Il y avait entre 60 et 70 cellules de 5 membres.

(60) Perthus, *op. cit.*, p. 432.

(61) La photo de cet appel se trouve dans le livre de Sijes.

(62) Le MLL Front dénonçait le PC comme indigne de porter le drapeau rouge du socialisme, en raison de son soutien à Staline, massacreur de révolutionnaires, et à Hitler. Cf. Wim Bot, *op. cit.* p. 47.

(63) Le tract du PC se trouve dans le livre cité de Sijes.

(64) Wim Bot, *op. cit.*, p. 52.

(65) “ Der Maitag in Kriegszeit ” adressé “ aux camarades allemands ”. Le Manifeste est à la p. 445 du livre de Perthus.

(66) *Aan de nederlandse arbeiders, boeren en intellectuelen* (“ Aux ouvriers, paysans et intellectuels des Pays-Bas ”), supplément de *Spartacus* n° 10.

(67) *Brieven aan een Jeugd vriend*, n° 14, juillet 1941.

(68) *Spartacus*, n° 12, début août 1941.

(69) Par la suite, le mouvement de jeunesse du MLL Front fut dissous. Les jeunes militants s’intégrèrent individuellement au Front.

(70) Wim Bot, *op. cit.*, p. 62-63. Dolleman, à la suite du vote, envoya une lettre de démission à la Centrale, protestant contre le rejet de la “ liberté de discussion démocratique ”.

(71) Le Manifeste parut dans *Tegen den stroom* du 2 janvier 1941, organe du groupe de Vereeken. Ce dernier s’était déplacé clandestinement jusqu’à Amsterdam, où il rédigea avec Sneevliet l’appel “ aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays ”. Il appelait à la transformation de toutes les guerres en guerre civile. Il se concluait par un appel à “ la nouvelle internationale du prolétariat ” et à “ l’action de masse sous la direction des comités de grève prolétariens ”. Pendant un an, sur la foi d’une jeune trotskyste belge, Sneevliet avait cru que Vereeken défendait l’impérialisme anglais. Par des contacts et un échange de lettres, il put se convaincre du contraire. Les contacts internationaux du MLL Front avec l’étranger passaient par le groupe de Vereeken, qui était très lié au Comité communiste internationaliste (CCI) français de Frank et Molinier.

(72) Wim Bot, *op. cit.*, p. 67-68.

(73) “Verdediging van de Soviet-Unie ? ” (“ Défense de l’Union soviétique? ”), in *Tijdsproblemen*, n° 2, février 1942.

(74) Cf. Wim Bot, *op. cit.*, p. 70. Poppe montrait que la lutte dans les usines ne pouvait être que politique et se transformait en lutte pour le pouvoir : “ Dans cette période nous ne parlons plus de comités, mais directement de conseils. ”

(75) Wim Bot, *op. cit.* p. 81-84.

(76) Sneevliet et ses camarades avaient été arrêtés à la suite de la dénonciation d’un membre de la centrale (Gerritsen) par un ex-membre de l’OSP, passé au nazisme. Sneevliet devant le tribunal allemand tint un discours politique, dans lequel il attaquait le national-socialisme et le stalinisme, condamnait le nationalisme de la résistance orangiste. Se réclamant de Marx, Lénine et Luxemburg, il rejetait l’accusation de “ sabotage ” portée contre lui par le tribunal militaire allemand.